

Cinq généraux en prison

Algérie Déjà limogés, ils sont inculpés de trafic d'influence, enrichissement illicite et corruption. Du jamais-vu.

Arezki Aït-Larbi
Correspondant à Alger

La Grande muette est sous le choc ! Limogés en août dernier, cinq généraux majors parmi les plus influents ont été placés, dimanche dernier, sous mandat de dépôt à la prison de Blida (40km au sud-ouest d'Alger) par le juge d'instruction militaire. Trois d'entre eux étaient chefs de régions militaires, le quatrième était patron de la gendarmerie, et le cinquième directeur des finances au ministère de la Défense nationale.

Le magistrat leur reproche des liaisons coupables avec Kamel Chikhi dit "le Boucher", l'Escobar présumé du scandale des 700 kilos de cocaïne qui a secoué le sérail en mai dernier. Sitôt le trafic révélé, le général Hamel, patron de la police, avait dénoncé la partialité de l'enquête menée par les gendarmes : *"Celui qui veut enquêter sur la corruption doit être lui-même propre."* Avant d'être limogé, il avait menacé de remettre à la justice les dossiers impliquant des intouchables.

Liaisons dangereuses

Volonté de moraliser la vie publique ? Guerre des polices ? Réglements de comptes ? Au-delà des hypothèses, il reste les pièces à conviction. Les accusés ont en effet acquis de luxueux biens immobiliers dans les quartiers chics de la capitale avec des fonds douteux. Lors de la perquisition au bureau et au domicile de Kamel "le Boucher", les enquêteurs ont découvert des enregistrements vidéo compromettant pour de hauts responsables civils et militaires.

Mais les généraux emprisonnés sont loin d'être des brebis galeuses que l'on isole pour préserver le troupeau. Moteur du régime de la prédation, l'enrichissement illicite et les biens mal acquis s'affichent sans complexe. Les liaisons dangereuses entre hauts dignitaires – civils et militaires –

ou leurs enfants, et affairistes délinquants sont notoires.

Cette brusque "opération mains propres" reste toutefois bien sélective. Des membres du clan présidentiel aux fortunes aussi rapides que suspects continuent de jouir d'une troublante impunité. Comme Amar Saïdani, ancien patron du FLN (ex-parti unique) exfiltré du dossier judiciaire d'un gigantesque détournement de fonds destinés au soutien à l'agriculture. Ou Abdeslam Bouchouareb, ancien ministre de l'Industrie cité dans le scandale des *Panama Papers*. Les deux apparatchiks coulent des jours heureux à Paris, où ils ont acquis appartements de luxe et commerces florissants, sans éveiller la curiosité des autorités françaises sur la provenance de leurs fonds.

Le changement ou le chaos

À six mois de la présidentielle, le consensus des "décideurs" semble rompu, et les couteaux sortent des fourreaux. Alors que les clientèles du régime supplient Abdelaziz Bouteflika de remplir pour un cinquième mandat malgré son physique délabré, des voix de plus en plus fortes entrent en dissidence. Comme Saïd Bouhadja, le président de l'Assemblée nationale que les godillots de la majorité veulent pousser vers la porte de sortie. À défaut d'obtenir sa démission par la contrainte, ils menacent de l'empêcher physiquement d'accéder à son bureau !

Dans ce climat d'incertitude qui menace la stabilité du pays, l'influence étrangère n'est pas à négliger. *"Le statu quo est intenable. Ce sera le changement ou le chaos"*, analyse un politologue. *"Les partenaires étrangers, notamment la France et les États-Unis, ne semblent pas disposés à gérer leurs intérêts au gré des aléas de la biologie!"*

En déclarant que *"Bouteflika est maintenu en vie artificiellement"* et que *"la corruption a atteint des sommets touchant jusqu'à la famille du chef de l'État"*, Bernard Bajolet, ex-ambassadeur de France à Alger de 2006 à 2008, et ex-patron de la DGSE, a secoué le cocotier. Même si ses propos n'engagent pas officiellement le gouvernement français, les autorités algériennes savent que ceux-ci sont loin d'être de simples élucubrations d'un retraité en mal de sensationnel.

Cette brusque
"opération
mains propres"
reste toutefois
bien sélective.